



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Maintenance périodique obligatoire
des installations de sécurité incendie et désenfumage de l'INP de Toulouse**

2026SERVP00001

Toulouse INP
6 allée Emile Monso
BP 34038
31029 TOULOUSE CEDEX 4

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 Décomposition du contrat	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
4 - Durée et délais d'exécution	5
5 - Prix	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
5.2 - Modalités de variation des prix.....	5
6 - Garanties Financières.....	6
7 - Avance.....	6
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	6
7.2 - Garanties financières de l'avance	7
8 - Modalités de règlement des comptes	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement	7
8.3 - Délai global de paiement	8
8.4 - Paiement des cotraitants	8
8.5 - Paiement des sous-traitants	9
9- Exception au droit d'exclusivité	9
10- Garantie des prestations.....	9
11- – Pénalités.....	10
a. - Pénalités pour non-respect du planning d'exécution.....	10
b. - Pénalités pour retard dans la remise des rapports et complément du registre de sécurité ..	10
c. - Pénalités pour non-respect des conditions d'accès ou mention « installation non accessible »	10
d. - Pénalités de réactivité pour non-respect délais d'intervention	10
e. - Pénalités de défaut de mise à jour et inventaires	10
12- Clôture du contrat.....	10
13- Assurances	11
14- - Résiliation du contrat.....	11
a. - Conditions de résiliation	11
b. - Redressement ou liquidation judiciaire	11
15 - Règlement des litiges et langues	12
16 - Dérogations.....	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

La maintenance périodique obligatoire des installations de sécurité incendie et désenfumage de l'INP de Toulouse

L'objet de la consultation porte sur les opérations de **de maintenance périodique des installations de sécurité incendie et désenfumage** qui doivent être réalisés à l'Institut National Polytechnique de Toulouse (INPT).

Le titulaire s'engage à fournir toutes les prestations décrites au CCTP. Le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

Le marché comprend des prestations rémunérées au titre d'un forfait et des prestations hors forfait commandées à la survenance d'un besoin par l'émission d'un bon de commande.

La base du marché intègre :

- une prestation forfaitaire correspondant aux vérifications réglementaires,
- une prestation forfaitaire de type P2 (maintenance préventive et corrective),
- une prestation forfaitaire accompagnement (lors des vérifications triennale et commissions de sécurité)
- un bordereau de prix pour la fourniture du matériel courant

Le prestataire s'engage à assurer les obligations de résultat pour les prestations forfaitaires.

Cette consultation n'est pas allotie, elle porte sur les installations suivantes :

Typologies d'installations
SSI
Désenfumage
Eclairage de sécurité

Le patrimoine immobilier concerné par ce marché couvre une surface d'environ 90 000 m² SP répartie sur 5 entités : Campus de Labège (comprenant les Services Centraux et l'ENSIACET), ENSEEIHT, IMFT, ENSAT.

Lieu(x) d'exécution :

L'exécution des prestations aura lieu à l'adresse suivante :

A – CAMPUS DE TOULOUSE LABEGE

- A 1 Services Centraux
INP de Toulouse
6, allée Emile Monso
31029 TOULOUSE -
- A 2 INP-ENSIACET
4, allée Emile Monso
31030 TOULOUSE

B – CAMPUS DE RANGUEIL

- Halle technologique de Rangueil
Rue de la catalyse
31400 TOULOUSE

C - INP ENSEEITH

- C1 site Camichel -ENSEEIH
Rue Charles Camichel
31000 TOULOUSE
- C2 Site Banlève IMFT
2 Allée du Professeur Camille Soula
31400 TOULOUSE

D - CAMPUS AGROTOULOUSE

- D 1 INP-ENSAT
Avenue de l'Agrobiopole
31326 AUZEVILLE-TOLOSANE

1.2 Décomposition du contrat

Le présent contrat n'est pas alloté et n'est pas décomposé en tranche.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1. - Description des installations
- L'offre du titulaire

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

"Le prestataire est tenu à la plus stricte confidentialité au cours de la mission et à la suite de celle-ci. Il doit s'engager de ne pas adjoindre de démarche commerciale concernant les services en lien avec les tâches qui lui seront confiées dans le cadre de ce marché. Il répond de ce caractère secret ou confidentiel par son personnel, ses fournisseurs ou ses sous-traitants. Ces informations ne peuvent, sans autorisation écrite de la personne en charge du suivi de l'exécution, être communiquées à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître."

Les prestations sont soumises aux mesures de sécurité suivantes :

Avant toute intervention, les inspecteurs du Titulaire de chaque lot sont tenus de prendre obligatoirement contact avec le Service Hygiène et Sécurité ou le Service Technique Immobilier de l'entité concernée suivant

la nature de l'intervention. Un plan de prévention sera élaboré.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

La durée du contrat est de 3 ans et 10 mois.

L'exécution de l'ensemble des prestations s'inscrit dans cette durée.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/03/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 31/12/2029.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Le détail des délais d'intervention pour les prestations de maintenance corrective sont détaillées au § 2.2 du CCTP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement par :

- des prix forfaitaires : Annexe financière 1 AE
- des prix unitaires : Annexe financière 2 AE (via l'émission de bons de commande)

5.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables et révisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

	Formule	Fréquences de révisions
	$C_n = 0,15 + 0,85 \text{ (ING (dn) / ING (o))}$	Une fois par an, au 1er janvier de chaque année d'exécution. Afin de pouvoir se prévaloir de révisions de prix, le prestataire transmet chaque année son BPU actualisé à l'adresse marches@inp-toulouse.fr , lors du premier trimestre de l'année civile en cours.

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- dn : index du mois d'octobre de l'année n-1, n étant l'année d'exécution des prestations.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro correspondant au mois de décembre 2025.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
ING	Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le versement de l'avance est prévu dans les conditions suivantes : Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, d'un montant de 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix."

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

A ce titre, et conformément au paragraphe 11.5.1 de l'article, les demandes de paiement, hors avance le cas échéant, et hors acomptes prévus par le présent document, ne peuvent être remises qu'à l'admission définitive des fournitures ou services correspondants, dûment notifiée au titulaire.

Ainsi les factures seront éditées

- Sur justificatif
 - les prestations forfaitaires correspondantes aux vérifications réglementaires (fourniture des rapports)
 - les prestations forfaitaires d'accompagnement (lors des vérifications triennale et commissions de sécurité)
 - d'un bon de commande pour la fourniture de matériel sur bordereau de prix
- Semestriellement pour
 - les prestations forfaitaires de type P2 (maintenance préventive et corrective)

8.2 - Présentation des demandes de paiement

La dématérialisation des factures est obligatoire pour tous les titulaires de marchés publics, y compris les microentreprises. Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

PRESENTATION DES FACTURES :

En annexe de chaque facture déposée, le titulaire joindra l'annexe à l'acte d'engagement (BPU/DPGF) du lot concerné, dans laquelle il ne fera apparaître que les prix facturés et le coefficient de révision de prix (seulement à partir de l'année N+1). **L'ensemble de ces documents devra être déposé en un seul PDF fusionné.**

Le délai de paiement de la facture commence à courir à la réception, par le représentant technique, des rapports correspondants.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande émis par Toulouse INP (se présentant sous la forme 4500xxxxxx) et le numéro du marché, du marché subséquent, de l'accord-cadre ou du lot (se présentant sous la forme 202XFOUR0XX ou 202XSERV0XX ou 202XTRAV0XX, numéro terminé par LXX dans le cas d'un lot, les X étant à substituer par le numéro effectif) ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Référencement Chorus Pro Institut National Polytechnique de Toulouse :

- SIRET unique : 193 113 818 00127
- Code Service pour les fournisseurs privés : FACTURES_ENTREPRISES_PRIVÉES
- Code Service pour les factures de travaux : pas de code service à saisir
- Numéro d'engagement : il correspond au numéro du bon de commande
- Format du numéro : 4500xxxxxx (rappel : ce numéro doit obligatoirement figurer sur la facture)

Vous disposez d'une assistance possible en ligne : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

L'agence comptable dispose d'une adresse mail unique pour le service facturier chargé de traiter vos factures à partir de la plateforme Chorus : service-facturier@inp-toulouse.fr (à n'utiliser qu'en cas de problème particulier lié au paiement).

Pour tout renseignement concernant la facturation : service-facturier@inp-toulouse.fr.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se

rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9- Exception au droit d'exclusivité

Le marché prévoit une clause dérogatoire au principe d'exclusivité concernant les prestations hors marchés selon le §1.2 du CCTP.

Ainsi l'INPT pourra refuser le montant des devis et/ou les délais d'exécution, et solliciter un autre intervenant pour l'exécution des prestations non incluses dans le marché (Grosses réparations, ...) selon le montant du devis reçu du prestataire ou le délai d'exécution proposé pour la réalisation des prestations.

Le recours au prestataire extérieur se fera pour les prestations objets du devis refusé, et ne remettra pas en cause la garantie d'exclusivité du titulaire pour l'exécution des futurs bons de commande. Ce recours à un tiers donnera lieu à une nouvelle procédure de passation de marché avec publicité et mise en concurrence sauf si les conditions des hypothèses permettant de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, prévues par les articles R. 2122-1 à R. 2122-9 ainsi que R. 2122-10 et R. 2122-11 du code de la commande publique.

10- Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS, le délai de garantie des réparations forfaitaires ou ponctuelles est de 24 mois (GPA + GBF) après livraison des prestations validées par le procès-verbal de réception des travaux signé par le PRESTATAIRE et le MOA.

En cas d'avarie sur du matériel ou installation sous garantie de fournisseur ou d'installateur relevant de l'INPT (nouvelles installations ou cas des commandes passées par le MOA à d'autres PRESTATAIRES que le PRESTATAIRE titulaire du présent contrat), le PRESTATAIRE prend les mesures conservatoires nécessaires et met en service les équipements de remplacement ou de secours éventuels.

Ces dispositions ne doivent pas être un frein à la continuité du service à laquelle le PRESTATAIRE est obligé.

Il prend soin de faire en sorte que ces interventions ne soient pas de nature à empêcher l'application des clauses de garantie. Il avertit immédiatement l'INPT des actions à mener pour bénéficier de cette garantie.

En outre, durant cette période, le PRESTATAIRE prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur pour assurer la coordination de leurs interventions.

Remarque : une mise en œuvre de nouveaux équipements fera objet d'une mise à jour dans l'annexe 1 du CCTP.

11- – Pénalités

a. - Pénalités pour non-respect du planning d'exécution

Lorsque le planning d'intervention établi pour l'année N, selon les modalités détaillées dans le CCTP (article 3.5.2) n'est pas respecté, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, ~~sa~~ mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 500,00 €.

Le total du montant des pénalités de retard est plafonné à 10% du montant total du marché.

b. - Pénalités pour retard dans la remise des rapports et complément du registre de sécurité

Le titulaire dispose de 15 jours calendaires, à compter de la réalisation d'une prestation, pour remettre le rapport au représentant technique concerné. Le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard dans la remise de ces rapports.

Le titulaire lors de son intervention compléter le registre de sécurité comme précisé au § 2.6.2 du CCTP. Le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard, après une première relance.

c. - Pénalités pour non-respect des conditions d'accès ou mention « installation non accessible »

En cas de non-respect des conditions d'accès aux installations et/ou en cas d'utilisation de la mention « installation non-accessible » pour justifier une absence de prestation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

d. - Pénalités de réactivité pour non-respect délais d'intervention

En cas de non-respect des délais d'interventions précisés au §2.2 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €/ heure de retard.

e. - Pénalités de défaut de mise à jour et inventaires

En cas de non-respect de renouvellement annuel du plan de prévention des risques, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €/ jour de retard.

En cas de non-respect des inventaires prévus au § 2.1 du CCTP, « Inventaire de départ » le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €/ jour de retard.

En cas de non-respect des inventaires prévus au § 2.7 du CCTP, « Clôture du contrat » le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €/ jour de retard.

12- Clôture du contrat

Le prestataire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement, les locaux propres, à restituer l'ensemble des stocks financés par le MOA,

et à évacuer l'ensemble des matériels et fourniture hors d'usage.
Les modalités de clôture de contrat pour le prestataire sont détaillées à l'article 2.7 du CCTP.

13- Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14- - Résiliation du contrat

a. - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

Le titulaire devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R.

2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

b. - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 5.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services